mouvement contre le racisme et
pour l'amitié entre les peuples

43 boulevard de Magenta
75010 Paris

Tél. : 01 53 38 99 82
Fax : 01 40 40 90 98

secretariat-direction@mrap.fr

http://www.mrap.fr

Facebook
http://tinyurl.com/6fh5sna

Twitter
http://twitter.com/MRAP_Officiel

Contre le FN : le MRAP appelle à retisser le lien social et apporter les réponses économiques et sociales nécessaires

Le FN à la tête d'une quinzaine de villes de plus de 9000 habitants, 1500 conseillers municipaux, des scores qui placent le FN en troisième force politique du pays : la France s'inscrit dans un mouvement européen qui voit la résurgence des thèses du passé qui avaient conduit au pire.

Les contextes sont différents, les profils de cette extrême-droite sont variés. Hormis en Grèce, les costumes de ville ont remplacé les uniformes martiaux, mais le socle idéologique demeure le même. Xénophobie, racisme, homophobie demeurent les traits dominants de cette extrême-droite européenne dont le FN est une des pièces maîtresses.

Mais s'il faut dénoncer encore et encore ce retour de l'extrême-droite dans le champ politique et agir contre ses méfaits, il faut aussi en expliquer les causes.

Le désarroi social a livré des pans entiers de l'électorat à la démagogie de l'extrême-droite.
La responsabilité des politiques ultra-libérales successives est grande. Elles ont, hier et aujourd'hui, contribué à alimenter le terreau de la désespérance sociale.

Les communes sans échapper aux enjeux de la politique nationale, demeuraient un espace de proximité, de lien social, au-delà souvent des clivages politiques ; elles permettaient d'amortir le désespoir social et les associations locales entretenaient les liens citoyens là où les politiques d'État engendraient les replis individuels chez ceux qui subissaient le plus les effets de la crise.

Les associations et militants qui entretenaient la citoyenneté ont été mis dans des situations compromettant leur capacité à remplir leur mission pour diverses raisons: les pouvoirs locaux préfèrent les organisations «dociles» et ont fortement tendance à vouloir contrôler le milieu associatif en général. De plus, les politiques de la ville mettent en cause la capacité à agir des associations, soit en leur «coupant les vivres» pour des raisons budgétaires, soit en leur imposant des règles de fonctionnement incompatibles avec leurs pratiques et leur fonctionnement (passage par des appels d'offre par exemple)»

C'est pourquoi le Front National entend briser définitivement ces structures militantes comme il le fit par le passé à Vitrolles, Toulon ou Orange.

Les leaders du FN, durant la campagne, ont ciblé les associations qu'ils qualifient de communautaires, sans préciser lesquelles. Mais déjà leurs sbires locaux donnent des précisions. Ce sont les associations des droits de l'homme qui sont visées, MRAP, LDH..., mais aussi les associations humanitaires comme le Secours Populaire, sans oublier les associations culturelles ou sportives de quartiers qui prônent la fraternité et le vivre ensemble.

La seule dénonciation du FN ne saurait donc suffire pour endiguer sa progression .

La récente nomination de Manuel Valls comme Premier Ministre laisse mal augurer d'un ressaisissement qui seul permettrait d'endiguer la montée du front national. Tant sur le plan économique que sur celui du hit-parade des expulsions de la politique sécuritaire ou encore de la stigmatisation des Roms, le nouveau Premier apparaît comme celui de la continuité d'une politique qui explique le récent séisme électoral.

Il appartient au pouvoir en place d'apporter les réponses politiques, économiques et sociales qui redonneront confiance aux couches populaires et moyennes qui subissent le plus les inégalités sociales.

Enfin, le MRAP considère qu'il est aussi nécessaire de retisser les liens sociaux en donnant aux structures de terrain syndicales, associatives, culturelles, les moyens de faire vivre une citoyenneté et des rapports de proximité s'opposant aux replis identitaires de l'extrême-droite.

Paris, le 1er avril 2014.